

L'UNPEF OPTÉ POUR LA GRÈVE ILLIMITÉE, LE SNTE ET LE CNAPEST EN CONCLAVE

Week-end décisif dans l'éducation

Les syndicats autonomes, qui, depuis lundi dernier, paralysent les trois paliers de l'éducation, maintenaient hier leur mot d'ordre de grève. Des conseils nationaux et des réunions des bureaux nationaux sont prévus aujourd'hui pour décider des suites à donner au mouvement. L'Unpef a déjà tranché : le principe de la grève illimitée a été voté par la base.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La semaine à venir risque d'être aussi mouvementée dans le secteur de l'éducation que celle qui s'achève. Les contacts entre tutelle et syndicats autonomes n'ont, jusqu'à hier, pas permis de désamorcer la crise.

Les syndicats autonomes reprochent au département de Benbouzid d'avoir comme seul objectif le gel de la grève, occultant les revendications de leurs bases.

L'Unpef, qui, dès lundi, avait appelé ses adhérents à observer une grève illimitée, va reconduire l'appel pour la semaine à venir. Son conseil national est arrivé à cette conclusion au terme de longs débats. Sadek Dziri, le président de l'Unpef, évoquait hier une «situation de blocage» expliquant que les rencontres avec la tutelle n'avaient pas fait avancer

les discussions puisque aucun procès-verbal sanctionnant ces rencontres et engageant le ministère n'a été encore signé par les deux parties. Si l'Unpef a déjà tranché, le SNTE, quant à lui, tient aujourd'hui une réunion de son conseil national.

Abdelkrim Boudjenah donnait hier le ton de ce que pourrait être l'issue de la rencontre. Les adhérents du SNTE, qui représentent non seulement les enseignants des trois paliers mais également les autres corps du secteur, évalueront le déroulement de la grève et décideront des suites à donner au mouvement. Le secrétaire général du SNTE, qui devait rencontrer mardi un représentant de la tutelle, avait rendez-vous hier au ministère de l'Éducation. Une rencontre à l'issue incertaine puisque le SNTE partage l'analyse des autres for-



Photo : Samir Sid

Vacances prolongées pour les écoliers.

mations syndicales qui reprochent au département de Benbouzid de ne pas faire preuve de volonté pour la satisfaction des revendications des syndicats, ce qui rend probable l'option de la grève illimitée pour le SNTE.

De son côté, le Cnapest, qui représente les enseignants du

secondaire, tenait hier une réunion de son conseil national. La décision du syndicat sera connue dès aujourd'hui mais le ton est donné. Messaoud Boudiba, le chargé de communication du Cnapest, estimait hier qu'entre le syndicat et la tutelle, il y avait une crise de confiance. La grève

dans le secondaire était jusqu'à hier maintenue. Le Cnapest réclame la satisfaction des revendications des enseignants et exige des réponses concrètes à des questions restées en suspens. Une revendication commune aux trois syndicats.

N. I.

Le Satef appelle à la reprise des cours dimanche

Au troisième jour de la grève déclenchée par les syndicats du secteur de l'éducation, le Satef (Syndicat national des travailleurs de l'éducation) a réuni son conseil national, hier, à Boumerdès pour faire le point sur la situation.

A l'issue des travaux de ce conclave, Boualem Ammoura, secrétaire général de cette organisation, nous a fait la synthèse de ces assises.

Le numéro un du Satef salue les travailleurs de l'éducation qui ont répondu à l'appel des syndicats autonomes pour une grève nationale. «Pour notre part, nous avons notre propre ligne de revendications. Nous avons appelé pour un arrêt de travail de 4 jours.

Nous appelons, donc, à reprendre les cours dès dimanche», dira notre interlocu-

teur. Cependant, le conseil national du Satef, conditionne cette reprise par le respect des engagements pris par le ministère de l'Éducation nationale. «Cette reprise est conditionnée par la signature par le ministre de l'Éducation du procès-verbal où il s'engage à calculer la prime de qualification sur la base de 40 à 45% du salaire principal, et ce, à compter de janvier 2008», précisera Ammoura.

De plus, le Satef maintient, selon son SG, la revendication d'une prime pour tous les travailleurs de l'éducation, intitulée

«indemnité de soutien scolaire et de remédiation pédagogique.» Celle-ci sera calculée également sur les 15% du salaire principal.

Le syndicat de Ammoura demande également l'installation d'une commission chargée de la révision des statuts particuliers. S'agissant de la gestion des œuvres sociales du personnel de

l'éducation, le SG du Satef affirme que le syndicat qu'il dirige agréé la formule de la dualité. En plus clair, les gestionnaires sont élus par la base mais les syndicats pourraient désigner des délégués. «Ce n'est pas notre rôle de gérer les finances mais juste jeter un coup d'œil pour savoir ce qui s'y fait», dira-t-il. Les membres du conseil

national, réunis à Boumerdès, attendent la fin de l'année en cours pour tester la bonne foi du ministre.

«Mais si entre-temps il n'y a aucun répondant de la part de notre tutelle, la contestation reprendra rapidement», clame le secrétaire général du Satef.

Abachi L.

CONSTANTINE

Les adjoints de l'éducation nationale n'écartent pas le recours à une grève illimitée

La Coordination nationale des adjoints de l'éducation (CNAE) affiliée à la SNTE, dont le débrayage prend fin aujourd'hui, en attendant la décision de son conseil national, a appelé, hier ses adhérents à rester mobilisés.

Aussi, la CNAE n'écarte pas la possibilité de reprendre le chemin de la protestation dès samedi prochain en optant, cette fois-ci, pour une grève illimitée. Pour M. Ferta-

ki, président de la CNAE, qui s'est «félicité, de l'adhésion massive et inconditionnelle des adjoints de l'éducation au mot d'ordre de leur syndicat», s'est dit, par contre, «déçu» par les mesures prises par le MEN quant à leurs revendications et n'écarte pas de poursuivre le débrayage entamé dimanche dernier.

«Nous allons rehausser le ton et comptons maintenir la pression, et ce, jusqu'à satisfaction de nos

revendications maintes fois réitérées» a-t-il indiqué. Aussi, un sit-in devant le ministère de l'Éducation, en sus d'autres qui seront organisés au niveau des directions de l'éducation des wilayas sont projetés.

Les dates de ces rassemblements seront fixées ultérieurement, note-t-on, après concertation du conseil nationale de la coordination.

Farid Benzaid

SYNDICAT NATIONAL DES RETRAITÉS DE L'ÉDUCATION

Sit-in devant le siège de l'UGTA

Les membres du Syndicat national des retraités de l'éducation nationale ont tenu, hier, un sit-in devant le siège de l'Union générale des travailleurs algériens pour dénoncer les opérations d'expulsion des logements de fonction décidées par la tutelle.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Nous devons organiser une assemblée générale à l'intérieur du siège de la Centrale syndicale, mais nous n'avons pas eu droit d'accéder à la salle de conférences», a expliqué Ghaleb Ghouri, secrétaire général du syndicat. Selon lui, il y aurait actuellement 5 000 professeurs, des cycles moyen et secondaire, qui sont concernés par cette décision au niveau national.

Ces derniers occupent des logements d'astreinte au sein des établissements scolaires. «C'est une véritable catastrophe, le ministère de l'Éducation veut nous mettre à la rue alors que nous n'avons aucune chance de trouver un logement.

Ce n'est pas à notre âge et avec la pension de misère que nous pourrions décrocher un crédit bancaire pour acquérir un bien immobilier», a relevé une retraitée. Notons que cette organisation syndicale exige l'application d'une directive du ministre de l'Éducation qui impose aux walis de mettre à la disposition un quota de logements au profit des retraités de l'éducation nationale.

T. H.

ILS ACCUSENT LA FNTE DE LES AVOIR «ABANDONNÉS» LORS DES NÉGOCIATIONS AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Les ouvriers professionnels et les corps communs manifestent devant le siège de l'UGTA à Béjaïa

Les ouvriers professionnels et les corps communs du secteur de l'éducation de Béjaïa ont choisi, hier, le siège de l'union de wilaya de l'UGTA pour protester contre la FNTE qu'ils accusent de les avoir «abandonnés» lors des négociations du 6 octobre dernier entre leur fédération et le ministère de l'Éducation nationale.

Dénonçant avec force les résultats de la rencontre entre la FNTE et le département de Benbouzid, les travailleurs protestataires adhérents de la section de wilaya des corps communs et les ouvriers professionnels de l'éducation affiliés à l'UGTA, entendent par leur action crier leur colère contre leur «marginalisation et le mépris affiché à l'égard de cette frange de travailleurs au faible revenu». Les contestataires estiment que leur «exclusion des dernières augmentations salariales au profit du corps pédagogique contribue à la division des travailleurs d'un même secteur, à savoir celui de l'éducation».

A. K.